



CSA-SD – Mardi 11 février 2025

Déclaration liminaire

CGT Educ'action 95

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Nous tenons tout d'abord à adresser nos pensées solidaires à nos collègues et aux élèves de Mayotte, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, les oubliés de la République, qui ont effectué leur rentrée lundi dernier sur une île dévastée. Ainsi qu'à l'ensemble de la population d'un département où l'austérité et la pénurie en matière de services publics ont des conséquences dramatiques, que met tragiquement en lumière une catastrophe naturelle. En aparté de ce sujet, et puisque nul n'est à l'abri des catastrophes liées au dérèglement climatique, que ce soit Mayotte, le Pas-de-Calais ou le Val d'Oise, il nous semblerait désormais opportun que la DSDEN budgétise et dispose en réserve d'un kit complet d'outils scolaires de réassort, pour rééquiper entièrement un ou plusieurs groupes scolaires qui viendraient à subir des dégâts.

Conformément aux habitudes neo-coloniales, les Mahorais ont été abandonnés dans l'organisation des premiers secours, dans l'acheminement des produits de première nécessité. Ils sont désormais le terrain nauséabond de l'expérimentation des idées de l'extrême-droite par le gouvernement Bayrou en matière de remise en cause fondamentale du droit du sol.

Solidarité aussi avec cette collégienne burkinabée de 14 ans, arrêtée devant ses camarades et ses professeurs par les gendarmes dans son établissement scolaire à Maizières-les-Metz et reconduite illico à la frontière, avec sa mère et son frère, pour le crime d'être née quelque part.

Nos écoles, nos collèges, nos lycées sont un lieu d'accueil inconditionnel pour tous les enfants, d'où qu'ils viennent : ils doivent être sanctuarisés et les moyens donnés à toutes nos professions pour y effectuer nos missions.

Aussi nous demandons l'arrêt immédiat des contrôles généralisés de police devant les lycées du Val d'Oise. Depuis le mois d'octobre, c'est le même scénario : présence massive de policiers, chiens au contact des jeunes, fouilles au corps et contrôles généralisés devant le lycée, le tout affublé du hashtag pédagogie dans une communication bien rodée par le préfet.

Bien entendu, nos établissements ne sont pas imperméables aux violences de la société et ils en sont hélas trop souvent le témoin. Néanmoins, ces démonstrations policières ne règlent pas les problèmes, au contraire : elles sont vécues comme des agressions.

Venir à l'École, c'est avoir la possibilité de s'extraire d'une réalité sociale violente faite de précarité, de rejet... Et cela permet à tous les éducateurs de nouer des liens différents et de dialoguer plus en profondeur sur les problèmes de société.

Une telle action de la police, massive, assimilant tout lycéen à un délinquant, détruit tout cela. Cela tend l'atmosphère, au sein, aux abords et en dehors de l'établissement. Tout cela au nom d'une communication de la préfecture qui n'en a rien à faire des conséquences au sein de l'établissement dans les jours qui suivront. Une préfecture qui ne respecte en rien les rythmes et la nature de l'École, devenue un simple lieu d'expérimentation et d'instrumentalisation politicienne. Une fois de plus, ce sont des établissements populaires qui sont visés. On peut aisément imaginer le tollé si la même opération avait lieu à Stanislas ou à Henri IV.

Nous défendons que l'École doit être un lieu d'émancipation. Nous ne nions pas les violences qui existent dans les établissements. Par contre, nous le disons clairement, elles ne s'arrêteront pas par le tout répressif mais au contraire par la présence accrue de personnels pédagogiques, éducatifs et une réelle prise en compte des problématiques médico-sociales, par plus de dialogue, et en donnant aux jeunes la possibilité de comprendre le monde qui les entoure. Surtout par le fait de dessiner un projet collectif et émancipateur qui réenchante leur présent et leur avenir. A contrario donc des bureaux de recrutement de l'armée qui installent peu à peu des permanences dans les lycées des quartiers les plus paupérisés ?

Ce dont nous avons besoin, ce sont précisément des moyens à la hauteur de tous nos besoins ! Aucun·e enseignant·e et aucun·e élève ne devrait faire cours sous la pression de la police !

Nos pensées vont aussi aux familles de nos 9 collègues de l'académie de Normandie qui se sont suicidés depuis juin 2024.

Voilà des années que nous alertons sur les conséquences délétères de la doctrine néolibérale appliquée aveuglément à l'école, qui accroît encore son emprise, et sur les risques psychosociaux majeurs pour les personnels comme pour les élèves face à la folie évaluation, comme le qualifiait dès 2011 l'universitaire et psychanalyste Roland Gori. Par ce système d'organisation délétère du travail, l'Education nationale exige de ceux qu'elle missionne de lui rendre des comptes - ce qui paraît légitime – mais en faisant de cette exigence un instrument de normalisation généralisée. On sait quel malaise cela génère quand il s'agit dans les faits moins de « rendre compte » que de s'en trouver par ce biais asservi.

C'est le contrat social et la démocratie qui sont bel et bien entamés, si ce n'est rompus par cette forme de dictature obsessionnelle que sont les chiffres. Chiffres que l'on présente comme évidents et indiscutables alors même qu'ils se déduisent de rapports de force sociaux et symboliques.

Pour les imposer, les réformes d'« innovations » évaluatives se succèdent et s'appliquent contre la profession à un rythme frénétique, particulièrement dans le premier degré, avec un management de plus en plus brutal, selon une liste à la Prévert d'évaluations normatives permanentes et tous azimuts, à tous les étages, des écoles, des élèves, des directeurs, dans le moindre document de vie administrative, avec pour seul ressort la performance individuelle autour de la maîtrise de micro-compétences exécutives, la culpabilisation des personnels, des élèves et des familles, et l'invisibilisation de la

responsabilité majeure de la politique éducative d'un gouvernement par la contractualisation territoriale.

Dans le Val d'Oise, ce management par le chiffre autorise depuis l'an passé de franchir un nouveau palier, celui des écoles « cibles », langage fleuri digne d'une réunion de VRP. Les collègues comprennent rapidement le sens de cette approche humaniste, où l'on pratique jusqu'à la caricature l'infantilisation, la culpabilisation, la mise sous tutelle dans un bel esprit de concurrence.

Les intimidations hiérarchiques se systématisent aussi lorsque des équipes ne s'engagent pas dans ces protocoles d'évaluation, parce qu'elles considèrent qu'ils sont déconnectés des réalités de terrain, de leurs besoins et/ou contraires au sens de notre travail.

Pour les directeurs.trices, elles vont jusqu'aux menaces de retrait de la liste d'aptitude, voire de retrait pur et simple et sans recours possible, dans un bel esprit de justice.

Les « formations » sont tout autant subies et imposées dans et en dehors des 18H, a contrario du droit évident pour tout salarié de choisir sa formation.

Les collègues AESH subissent la belle flexibilité arbitraire des changements impromptus d'affectation au sein des PIAL,

Les collègues subissent des affectations hors vœux géographiques sans prise en compte des recours,

Les stagiaires subissent une surcharge de travail et une infantilisation permanente qui les convainc de plus en plus rapidement d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte.

La liste est longue.

Les conditions de travail sont quotidiennement dégradées avec le non remplacement de 250 classes. Les moyens manquent cruellement sur le terrain notamment pour la prise en charge de l'inclusion des élèves.

Cette usure frappe aussi nos collègues qui subissent les retards de paiement de leurs primes et/ou indemnités. Bien que les gestionnaires effectuent un travail remarquable, *ces gestionnaires* sont très souvent des personnels de catégorie C, payés au lance-pierres pour tenir des portefeuilles de 550 voire 600 dossiers. Ils et elles subissent une surcharge de travail qui les conduit de facto à repousser le traitement de certaines demandes indemnitaires, un turn-over expliquant une insuffisance de personnels formés, des défaillances organisationnelles au niveau de l'encadrement (qui ne donne pas les bonnes consignes ou ne fournit pas les bons outils), une réglementation difficile à comprendre et des calculs difficiles à opérer. Nous serons attentifs aux préconisations de la F3SCT académique qui effectuera une visite à la DSDEN ce jeudi 13 février.

Cette exposition aux risques psycho-sociaux *regroupe* autant de facteurs qui fragilisent les personnels. Depuis 2 ans, le nombre de fiches SST *explose*, ce qui indique une maltraitance des personnels du département et des élèves dont ils ont la charge. Le fait qu'un très grand nombre de collègues demande des disponibilités, des détachements, des congés de formation ou ou *demandent* à démissionner interroge sur cette souffrance.

A propos de la carte scolaire, qui nous occupe ce matin, la CGT Educ'action 95 constate que la répartition des moyens ne s'améliore pas vraiment dans le 1er degré. Le taux d'encadrement départemental à la rentrée 2025 sera de 5,88 enseignant·e·s pour 100 élèves au lieu des 6,13 enseignant·e·s pour 100 élèves au niveau national. Taux d'encadrement bien éloigné des revendications de la CGT Educ'action de 20 élèves par classe et 15 élèves par classe en éducation prioritaire. Par conséquent, la CGT Educ'action 95 s'oppose à toutes les fermetures de classe.

Pour protéger nos élèves et nos collègues, nous réaffirmons notre opposition au « choc des savoirs » et à tous les dispositifs du management par le chiffre : évaluations, dispositif expérimental des écoles « cibles »,

C'est un enjeu majeur de démocratisation d'une société par et dans l'école.

Car Le management néolibéral ne détruit pas que la santé, il attaque aussi la démocratie dans la cité. Des recherches ont établi le lien entre les relations au travail et les comportements civiques, tels que la participation électorale. Comme le disait le philosophe John Dewey, les compétences démocratiques des citoyens se façonnent dans le système éducatif et dans le système productif, à l'école et dans l'atelier.

Le sociologue et statisticien Thomas Coutrot a réalisé une des seules études statistiques en France sur le sujet, en rapprochant les enquêtes sur les conditions de travail avec les résultats électoraux au niveau communal, pour l'élection présidentielle de 2017 et l'élection européenne de 2019. Les données montrent que l'absence d'autonomie au travail favorise fortement l'abstention. Les gens soumis à un travail répétitif, sans marge de manœuvre, sans possibilité de peser sur les décisions qui les concernent, tendent à s'abstenir beaucoup plus que la moyenne. Les méthodes statistiques permettent d'affirmer qu'il ne s'agit pas seulement d'un effet de la position sociale, mais aussi et surtout du mode d'organisation du travail.

D'autre part, les enquêtes mesurent la possibilité de s'exprimer sur son travail par l'existence (ou non) de réunions formelles où les salarié·es peuvent discuter entre eux et avec leur chef des problèmes qu'ils rencontrent. Là encore, les données montrent que celles et ceux qui n'ont pas cette possibilité votent bien davantage pour le RN. Soit qu'ils se conforment à une vision autoritaire du monde, soit qu'ils expriment leur frustration par ce vote protestataire, les travailleur·ses réduits au silence sur leur travail tendent à soutenir l'extrême-droite.

Aussi, nous maintenons plus que jamais notre consigne syndicale et intersyndicale à nos collègues de ne participer à aucun de ces dispositifs, à faire valoir leur liberté pédagogique, et leur permettre d'accroître et garantir la souveraineté des conseils des maîtres, comme lieux démocratiques de délibération, d'élaboration et de préconisations.